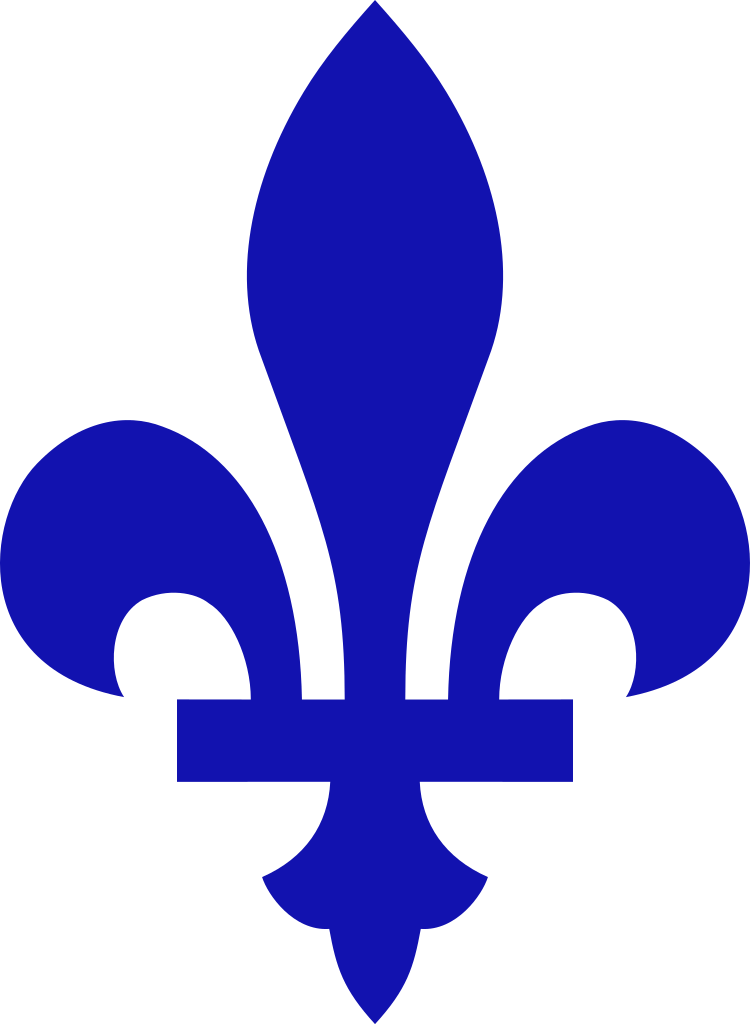
*Avant-projet de loi*

**Constitution de la République fédérale du Québec**

****

**Présenté par**

**Madame Julie-Pier Lachance**

**Madame Michèle St-Amand-Pelletier**

**Monsieur Olivier Arseneau**

**Madame Camille Lacroix**

**Madame Myriam Thériault**

**Monsieur Louis Dugal**

**Constituants / Constituantes**

**Juin 2019**

**Table des matières**

Préambule 3

CHAPITRE I 4

VALEURS, PRINCIPES ET SYMBOLES NATIONAUX 4

VALEURS FONDAMENTALES 4

PRINCIPES FONDAMENTAUX 4

CITOYENNETÉ QUÉBÉCOISE 4

LANGUE OFFICIELLE ET LANGUES NATIONALES 5

SYMBOLES NATIONAUX, FÊTE NATIONALE ET CAPITALE 5

CHAPITRE II 6

DROITS ET DEVOIRS FONDAMENTAUX 6

DROITS ET DEVOIRS FONDAMENTAUX 6

CHAPITRE III INSTITUTIONS ET COMPÉTENCES 8

DE LA PRÉSIDENCE DU QUÉBEC 8

DU POUVOIR EXÉCUTIF 8

DU POUVOIR LÉGISLATIF 8

DU POUVOIR JUDICIAIRE 8

DES ÉLECTIONS 9

DES COMPÉTENCES 10

DU PARTAGE DES COMPÉTENCES 11

CHAPITRE IV 12

ENVIRONNEMENT 12

CHAPITRE V 13

NATIONS AUTOCHTONES 13

CHAPITRE VI 14

RELATIONS INTERNATIONALES ET AFFAIRES CANADIENNES 14

DEVOIRS ENVERS LES AUTRES NATIONS 15

CHAPITRE VII 15

RÉVISION, SUPRÉMATIE ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES 15

RÉVISION 15

SUPRÉMATIE 15

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET MODIFICATRICES 16

CHAPITRE VIII 16

ENTRÉE EN VIGUEUR 16

Préambule

CONSIDÉRANT que le référendum populaire du 8 février 2019 invitait la population apte à voter à se prononcer pour la troisième fois sur la souveraineté du Québec. Le projet fut accepté par 57,32 % des votants.

La question était formulée ainsi : « Acceptez-vous que le Québec devienne souverain, après avoir offert formellement au Canada un nouveau partenariat économique et politique, dans le cadre du projet de loi sur l'avenir du Québec et de l'entente signée le 12 juin 2018 ? »[[1]](#footnote-1)

CONSIDÉRANT que le Québec se dote d’un pays de forme fédérale, divisé en régions autonomes;

CONSIDÉRANT que les Québécois et Québécoises forment une nation;

CONSIDÉRANT que le Québec est une nation francophone;

CONSIDÉRANT la présence de la langue anglaise, des langues autochtones et des langues des minorités au Québec;

CONSIDÉRANT que le Québec est un état multiethnique et multiculturel;

CONSIDÉRANT la reconnaissance d’une crise climatique mondiale et de l’urgence d’agir pour la sauvegarde de l’environnement et CONSIDÉRANT que le Québec a pour mission de protéger ses générations actuelles et futures;

CONSIDÉRANT que le Québec exerce ses droits par des institutions démocratiques qui lui sont propres, notamment une Assemblée nationale, un gouvernement et des tribunaux impartiaux et indépendants;

CONSIDÉRANT que la Constitution du Québec est la loi suprême du Québec. Elle rend inopérantes les dispositions incompatibles de toute autre règle de droit[[2]](#footnote-2).

AFFIRMANT que la République fédérale du Québec, comme nation, se dote de sa propre Constitution et déclare ce qui suit[[3]](#footnote-3) :

CHAPITRE I

VALEURS, PRINCIPES ET SYMBOLES NATIONAUX

VALEURS FONDAMENTALES

**1.** Le Québec est une société indépendante, libre et démocratique.

Le Québec est un État de droit.

Les Québécois et les Québécoises sont libres et égaux en dignité et en droits.

Le Québec assure la protection de la langue française et de la culture québécoise.

Le Québec est une nation pacifique qui contribue au maintien de la paix et de la sécurité sociale sans recours à la force militaire.

Le Québec favorise le progrès social, le développement économique et la diversité culturelle dans le monde.

Le Québec favorise le développement durable et agit dans le respect des ressources naturelles.

Le Québec est une société laïque.

PRINCIPES FONDAMENTAUX

**2.** Tous sont égaux devant la loi.[[4]](#footnote-4)

**3.** Les libertés et droits fondamentaux s’exercent dans le respect des valeurs démocratiques, de l’ordre public et du bien-être général des citoyens du Québec.[[5]](#footnote-5)  
La loi peut à cet égard en fixer la portée et en aménager l’exercice.

CITOYENNETÉ QUÉBÉCOISE

**4.** Toute personne née au Québec acquiert la citoyenneté québécoise.

Toute personne d’une autre nationalité ou citoyenneté peut acquérir la citoyenneté québécoise suivant les exigences prévues par la loi.

La double citoyenneté est permise[[6]](#footnote-6).

LANGUE OFFICIELLE ET LANGUES NATIONALES

**5.** Le français est la langue officielle du Québec.

Les règles visant à assurer la prédominance de la langue officielle sont prévues par la *Charte de la langue française*.

**6.** Le Québec reconnaît la langue anglaise et les langues autochtones comme étant des langues nationales.

**7.** Les peuples fondateurs du Québec, c’est-à-dire les autochtones, les francophones ainsi que les anglophones ont droit à la protection de leur langue, de leur culture et de leur identité.

SYMBOLES NATIONAUX, FÊTE NATIONALE ET CAPITALE

**8.** Le drapeau du Québec est formé d’une croix blanche sur un fond bleu accompagnée, dans chaque canton, d’une fleur de lys blanche ou, en termes héraldiques, d’azur à la croix d’argent cantonnée de quatre fleurs de lys.

**9.** L’arbre emblématique du Québec est l’érable. La fleur emblématique du Québec est le lys blanc. L’oiseau emblématique du Québec est le harfang des neiges.

L’hymne nationale du Québec est « *L’hymne au Québec* ». Le groupe hip-hop québécois Loco Locass sera mandaté afin d’offrir une version adaptée de cette composition à l’ensemble du Québec.

La devise du Québec est « Je me souviens ».

Le 24 juin est le jour de la fête nationale du Québec.

Le 21 juin est la journée nationale des peuples autochtones.

Le 1er novembre est la journée nationale de l’indépendance.

**10.** La ville de Québec est la capitale du Québec et Montréal en est la métropole.

CHAPITRE II

DROITS ET DEVOIRS FONDAMENTAUX

DROITS ET DEVOIRS FONDAMENTAUX

**11.** Tout être humain a droit à la vie, à l’intégrité ainsi qu’à la sûreté et à la liberté de sa personne. Il possède également la personnalité juridique.[[7]](#footnote-7)  
Nul ne peut être condamné à mort.[[8]](#footnote-8)

**12.** Toute femme a droit à l’avortement.[[9]](#footnote-9)

**13.** Tout être humain dont la vie est en péril a droit au secours.

Toute personne doit porter secours à celui dont la vie est en péril, personnellement ou en obtenant du secours, en lui apportant l’aide physique nécessaire et immédiate, à moins d’un risque pour elle ou pour les tiers ou d’un autre motif raisonnable[[10]](#footnote-10).

**14.** Toute personne est titulaire des libertés fondamentales telles la liberté de conscience, la liberté de religion, la liberté d’opinion, la liberté d’expression, la liberté de réunion pacifique et la liberté d’association.[[11]](#footnote-11)

**15.** Toute personne a droit à la sauvegarde de sa dignité, de son honneur et de sa réputation.[[12]](#footnote-12)

**16.** Toute personne a droit au respect de sa vie privée. La demeure est inviolable.[[13]](#footnote-13)

**17.** Toute personne a droit à la protection de ses renseignements personnels et au droit à l’oubli[[14]](#footnote-14).

**18.** Toute personne a droit à une instruction de qualité et accessible pour toute la durée de ses études. L’État doit favoriser l’égalité des opportunités de manière à répondre aux besoins éducationnels spécifiques de chacun et ainsi réduire le risque d’abandon des études pour des raisons de difficultés financières.[[15]](#footnote-15)

**19.** Toute personne âgée de 16 ans et plus a le droit de vote au Québec.

L’éducation citoyenne fait partie du cursus académique des écoles secondaires.

**20.** Toute personne a droit de connaître l’origine de ses produits de consommation, savoir s’ils ont été modifiés génétiquement, savoir quels pesticides ont été utilisés le cas échéant, de savoir dans quelles conditions ils ont été fabriqué et transformées et de connaître le plus bas taux horaire des employés de la chaîne d’approvisionnement. [[16]](#footnote-16)

CHAPITRE III  
INSTITUTIONS ET COMPÉTENCES

DE LA PRÉSIDENCE DU QUÉBEC

**21.** La chefferie de l’État fédéré du Québec est exercée par le Président ou la Présidente.

La présidence est votée à la majorité parmi les députés élus à l’Assemblée nationale.

**22.** Toute autorité de l’État est dérivée et exercée par le peuple par le biais d'élections et d'autres votes, ainsi que par des organes législatifs, exécutifs et judiciaires spécifiques[[17]](#footnote-17).

DU POUVOIR EXÉCUTIF

**23.** Le pouvoir exécutif est exercé par le Conseil exécutif, composé des personnes que le Président ou la Présidente juge à propos de nommer[[18]](#footnote-18).

La présidence peut, lors de son mandat, créer des organes consultatifs dans les domaines jugés à propos.

DU POUVOIR LÉGISLATIF

**24.** Le pouvoir législatif est exercé par un système bicaméral composé d’une part de l’Assemblée nationale, représentant la population, et d’autre part de la Chambre des régions, représentant les entités fédérés.

**25.** L’Assemblée nationale se compose des 128 députés élus conformément au mode de scrutin institué par la présente Constitution et dont les noms ont été transmis au secrétaire général par le directeur général des élections[[19]](#footnote-19).

**26.** La Chambre des régions se compose des 18 représentants élus dans les 6 communautés rassemblant les régions autonomes du Québec. Les représentants de la Chambre des régions sont élus conformément au mode de scrutin institué par la présente Constitution.

On ne peut être à la fois membre des deux Chambres.

DU POUVOIR JUDICIAIRE

**27.** Le pouvoir judiciaire est exercé par les tribunaux. Les tribunaux du Québec en matières civiles, criminelles, mixtes et administratives sont:

La Cour constitutionnelle;

La Cour d’appel;

La Cour supérieure;

La Cour du Québec;

Les Cours municipales;

Les tribunaux administratifs.

**28.** La Cour constitutionnelle est le plus haut tribunal au Québec et elle est garante de la protection de la présente Constitution.

**29.** Les cours et tribunaux sont régis par leurs règles de pratique respectives.

**30.** Les juges des tribunaux du Québec sont nommés selon un processus en 3 étapes.

La première étape consiste à acquérir au moins 10 ans de pratique au Barreau. Les candidats ayant l’intérêt pour être juge doivent ensuite suivre la formation de l’école de la magistrature et réussir tous les examens pour être éligible à la sélection finale.

Finalement, un comité indépendant, tel que mentionné dans la loi applicable, sera chargé de la sélection finale des candidats.

DES ÉLECTIONS

**31.** Les élections sont à date fixe, tous les quatre ans.

**32.** La façon d’élire les députés du Québec est le scrutin proportionnel mixte[[20]](#footnote-20).

**33.** Dans ce mode de scrutin, on retrouve des listes régionales et des listes de compensation, de manière à s’assurer d’un résultat final proportionnel.

**34.** Les listes régionales doivent élire 78 députés et les listes de compensation doivent en élire 50, pour un total de 128 députés[[21]](#footnote-21).

**35.** Il y a une alternance femme-homme sur les listes de candidats de manière à promouvoir une représentation paritaire.

**36.** La liste des circonscriptions et les détails du mode de scrutin se retrouvent dans la *Loi électorale*.

Les Îles-de-la-Madeleine et le Nunavik constituent des circonscriptions d’exceptions qui, par leur situation géographique unique, ont droit à la représentation d’un ou d’une député, malgré leur faible population[[22]](#footnote-22).

**37.** Dans chaque région autonome et municipalité, le peuple est représenté par un organe choisi lors d'élections directes, libres, égales et secrètes[[23]](#footnote-23).

DES COMPÉTENCES

**38.** Le Québec est un État démocratique suivant les principes de la séparation des pouvoirs.

**39.** Les 17 régions autonomes du Québec sont :

1. L’Abitibi-Témiscamingue
2. Le Bas-Saint-Laurent
3. La Capitale-Nationale
4. Le Centre-du-Québec
5. Chaudière-Appalaches
6. La Côte-Nord
7. L’Estrie
8. La Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
9. Lanaudière
10. Les Laurentides
11. Laval
12. La Mauricie
13. La Montérégie
14. Montréal
15. Le Nord-du-Québec
16. L’Outaouais
17. Le Saguenay–Lac-Saint-Jean

**40.** Les subdivisions des régions autonomes ne peuvent être établies que par la loi[[24]](#footnote-24).

**41.** Les régions autonomes du Québec sont réunies en 6 communautés pour les fins de l’exercice du pouvoir exécutif des états fédérées. Il y a un Gouvernement par communauté dont la composition et le fonctionnement sont fixés par la loi.

Les membres de chaque Gouvernement de communauté sont élus par leur Parlement.

**42.** Les régions autonomes du Québec sont réunies en 6 communautés pour les fins de l’exercice du pouvoir législatif des états fédérées. Il y a un Parlement par communauté dont la composition et le fonctionnement sont fixés par la loi.

Les Parlements sont composés de mandataires élus conformément au mode de scrutin institué par la présente Constitution.

Aux fins de l’exercice du pouvoir exécutif et législatif des états fédérés, les régions autonomes sont libres de choisir le type d'institution qui correspond le mieux à leurs besoins.

**43.** Le droit fédéral prévaut sur le droit régional[[25]](#footnote-25).

**44.** La Constitution du Québec est la loi fondamentale de la nation. Toute loi incompatible avec ses dispositions est, dans la mesure de l'incompatibilité, inopérante.[[26]](#footnote-26)

DU PARTAGE DES COMPÉTENCES

**45.** Le partage des compétences législatives entre le Parlement fédéral et les régions autonomes est prévu par la présente Constitution.

**46.** Pour assurer la paix, l’ordre et le bon gouvernement, la Fédération a un pouvoir législatif exclusif en ce qui concerne :

1. La citoyenneté québécoise;
2. La dette et la propriété publiques;
3. La réglementation du trafic et du commerce;
4. L’assurance-chômage;
5. Les pensions de vieillesse;
6. L’immigration;
7. L’agriculture;
8. Le prélèvement de deniers par tous modes ou systèmes de taxation;
9. L’emprunt de deniers sur le crédit public;
10. Le service postal;
11. Le recensement et les statistiques;
12. La fixation et le paiement des salaires et honoraires des officiers civils et autres du gouvernement du Québec;
13. La navigation et les bâtiments ou navires;
14. La quarantaine et l’établissement et maintien des hôpitaux de marine;
15. Les pêcheries des côtes de la mer et de l’intérieur;
16. Les passages d’eau (ferries) entre l’État et un pays étranger;
17. Le cours monétaire et le monnayage;
18. Les banques, l’incorporation des banques et l’émission du papier-monnaie;
19. Les caisses d’épargne;
20. Les poids et mesures;
21. Les lettres de change et les billets promissoires;
22. L’intérêt de l’argent;
23. Les offres légales;
24. La banqueroute et la faillit;
25. Les brevets d’invention et de découverte;
26. Les droits d’auteur;
27. Les Premières nations et les Inuits et leurs terres réservées;
28. La naturalisation et les aubains;
29. Le mariage et le divorce;
30. Les lois criminelles et pénales;
31. L’éducation;
32. La culture;
33. Les hôpitaux;
34. L’établissement, le maintien, et l’administration des prisons et des pénitenciers.[[27]](#footnote-27)

**47.** La Fédération n'a de compétences que dans les matières que lui attribuent formellement la Constitution et les lois portées en vertu de la Constitution même.

Les Parlements des communautés des régions autonomes sont compétents pour les autres matières, dans les conditions et selon les modalités fixées par la loi[[28]](#footnote-28).

**48.** Il y a coopération entre la Fédération, les régions autonomes et les municipalités concernant :

1. La protection de l’environnement ;
2. Le travail des forces de police ;
3. La protection de l'ordre fondamental démocratique et libre, existence et sécurité de la Fédération, d’une région administrative ou d’une municipalité ;
4. La protection contre les activités sur le territoire fédéral qui, par l'usage de la force ou par des préparatifs en vue de son utilisation, mettent en danger les intérêts extérieurs du Québec[[29]](#footnote-29).

**49.** Dans l'exercice de leurs compétences respectives, la Fédération, les régions autonomes et les municipalités poursuivent les objectifs du développement durable dans ses aspects sociaux, économiques et environnementaux, en tenant compte de la solidarité entre les générations[[30]](#footnote-30).

CHAPITRE IV

ENVIRONNEMENT

**50.** Toute personne vivant sur le territoire québécois a le droit de vivre dans un environnement de vie sain.

**51.** La Nation québécoise a le droit d’être informé de l’état de l’environnement ainsi que des changements qui surviennent.

**52.** Le gouvernement fait tout en son pouvoir afin de respecter ces principes.

**53.** L’environnement, dont fait partie intégrante la biodiversité, est à la responsabilité de tous les Québécois et Québécoises. Il est du devoir de chacun de le préserver pour les générations futures.

Les personnes en visite au pays doivent également protéger l’environnement du territoire.

**54.** Conformément à l’article précédent, les québécois donnent l’exemple aux autres nations en ce qui a trait à la conservation de l’environnement.

**55.** Les politiques gouvernementales sont élaborées dans une optique de développement durable.

Le développement durable est un mode de développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs[[31]](#footnote-31).

**56.** Une législation est mise en place par le gouvernement afin d’améliorer la gestion des déchets et de l’eau[[32]](#footnote-32).

**57.** Le gouvernement ainsi que le peuple québécois priorisent l’utilisation d’énergies renouvelables tels les énergies solaire, éolienne et hydraulique.

**58.** Les citoyens et citoyennes veillent à la conservation des espèces de la faune et de la flore afin de favoriser leur reproduction.

**59.** Le Fleuve St-Laurent possède la personnalité juridique[[33]](#footnote-33).

**60.** Les ressources naturelles non-renouvelables sont utilisées de façon responsable de façon à s’assurer que les générations futures puissent en bénéficier.

**61.** Le Québec encadre et limite ses activités polluantes.

**62.** Bien que le Québec ne puisse raisonnablement garantir à toute personne le droit à un transport en commun abordable, accessible et efficace, la mobilité durable est une priorité de ses politiques gouvernementales en matière de transport.

CHAPITRE V

NATIONS AUTOCHTONES

**63.** Le Québec reconnaît les communautés autochtones présentes sur son territoire, soient les Abénaquis, les Attikamekw, les Algonquins (Anishinabeg), les Cris, les Innus, les Inuits, les Malécites, les Mik’maqs, les Mohawks, les Naskapis et les Hurons-Wendat.

**64.** Le Québec admet la nécessité d’un dialogue et d’un rapprochement continu, de nation à nation, avec les Premières Nations et les Inuits, leur garantissant ainsi le droit de prendre la place qu’ils souhaitent et de leur laisser la responsabilité de décider de leur participation au sein des institutions du gouvernement ou d’institutions politiques qui leurs sont propres[[34]](#footnote-34).

**65.** Le Québec fait preuve d’ouverture face aux Premières Nations et aux Inuits. Il reconnaît qu’elles forment un peuple distinct au sein de la nation et leur laisse la liberté de se doter de leur propre constitution, laquelle pourra être intégrée à la présente sous réserve de sa compatibilité.

**66.** Le Québec aspire à favoriser un partenariat économique, écologique et social avec l’Administration régionale Kativik, l’Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador et les autres organisations autochtones.

CHAPITRE VI

RELATIONS INTERNATIONALES ET AFFAIRES CANADIENNES

**67.** Le Québec participe à la communauté internationale et conduit ses relations internationales selon les principes de la souveraineté nationale, du respect des règles de droit international, de l’égalité souveraine des États, de la coopération avec les institutions internationales et du règlement pacifique des différends internationaux.[[35]](#footnote-35)

**68.** Les traités internationaux sont soumis à l’Assemblée nationale pour approbation et doivent être débattus en commission parlementaire avant toute adoption. Le pouvoir exécutif ne peut signer d’accord sans l'assentiment de l’Assemblée nationale.

**69.** Toute abdication de pouvoir au profit d’une institution internationale supranationale doit être approuvée par les deux tiers des députés de l’Assemblée nationale et par un appui majoritaire de la population par l’entremise d’un référendum.

**70.** Le Canada est un partenaire commercial privilégié du Québec. Le Québec doit chercher à faciliter les échanges commerciaux, culturels et éducationnels et favoriser la mobilité des personnes entre les deux pays.

**71.** Le Québec est un État pacifique qui n’a pas de force militaire. Pour la vigilance et le maintien de l'ordre public, il y aura toutefois nécessité d’avoir des forces de police.

Les forces militaires ne peuvent être organisées que par un accord continental ou pour la défense nationale; l'un et l'autre seront toujours subordonnés au pouvoir civil: ils ne peuvent ni délibérer, ni faire de manifestations ou de déclarations sous une forme individuelle ou collective[[36]](#footnote-36).

Les modalités de gestion des anciennes installations militaires sur le territoire ainsi que des professions militaires seront prévues dans une loi transitoire.

DEVOIRS ENVERS LES AUTRES NATIONS

**72.** Le Québec ne peut servir de terre d’accueil permettant aux entreprises étrangères de se soustraire à des normes sociales et environnementales plus contraignantes qu’au Québec.

**73.** Aucune personne morale établie au Québec ne peut contribuer à la production d’armement militaire destiné à un pays extérieur.

**74.** Aucun produit de consommation fabriqué dans des conditions dégradantes, dangereuses ou par des enfants de moins de 14 ans ne peut être importé au Québec.

CHAPITRE VII

RÉVISION, SUPRÉMATIE ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES

RÉVISION

**75.** Toutes les dispositions de la présente Constitution sont sujettes à révision, hormis celles au chapitre des droits et devoirs fondamentaux.

La Constitution du Québec garantit les droits et libertés qui y sont énoncés. Ils ne peuvent être restreints que par une règle de droit, dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d’une société libre et démocratique[[37]](#footnote-37).

**76.** Une révision constitutionnelle est possible lorsque adoptée par le ⅔ de l’Assemblée nationale, le ⅔ de la Chambre des régions et, par la suite, par référendum citoyen, auquel cas la majorité est fixée à 50% plus 1 des voix.

**77.** Aucune révision constitutionnelle n’est possible en temps de conflit armé qui affecterait le Québec, tant au niveau national qu’international, de même que si la sécurité physique de sa population est menacée[[38]](#footnote-38).

**78.** La présente Constitution s'applique à l'ensemble du peuple québécois du fait de la proclamation de son indépendance. Elle cessera de s'appliquer le jour de l'entrée en vigueur d'une constitution librement adoptée par le peuple québécois, selon les modalités applicables[[39]](#footnote-39).

SUPRÉMATIE

**79.** La Constitution du Québec est la loi suprême du pays ; elle prévaut sur toute règle de droit antérieure et postérieure incompatible[[40]](#footnote-40).

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET MODIFICATRICES

**80.** La fonction de lieutenant-gouverneur est abolie et toute référence à la monarchie britannique dans les lois québécoises est retirée[[41]](#footnote-41).

**81.** Les autres modalités de la transition vers l’indépendance du Québec seront prévues dans des lois transitoires.

CHAPITRE VIII

ENTRÉE EN VIGUEUR

**82.** La présente loi entre en vigueur à sa sanction le 21 juin 2019.

1. Inspiration de la véritable question posée à la population québécoise lors du deuxième référendum de 1995. [↑](#footnote-ref-1)
2. Inspiration art. 1 de la Loi constitutionnelle de 1982. [↑](#footnote-ref-2)
3. Inspiration de la Constitution citoyenne, l’affirmant. [↑](#footnote-ref-3)
4. Reprise de l’article 3 de l’avant-projet de Constitution du Québec de Jacques-Yvan Morin du 21 mai 1985 (volume p. 420) [↑](#footnote-ref-4)
5. Reprise de l’article 5 de l’avant-projet de Constitution du Québec de Jacques-Yvan Morin du 21 mai 1985 (volume p. 420) [↑](#footnote-ref-5)
6. Inspiration équipe du Québec indépendant de l’année passée. [↑](#footnote-ref-6)
7. Reprise de l’article 1 de la Charte des droits et libertés de la personne. [↑](#footnote-ref-7)
8. Inspiré de l’article 14 de la Constitution belge. [↑](#footnote-ref-8)
9. À la lumière des débats au sein du Parti conservateur du Canada, il nous semble essentiel d’affirmer haut et fort que ce droit ne peut être révoqué par une simple loi. [↑](#footnote-ref-9)
10. Reprise de l’article 2 de la Charte des droits et libertés de la personne. [↑](#footnote-ref-10)
11. Reprise de l’article 3 de la Charte des droits et libertés de la personne. [↑](#footnote-ref-11)
12. ... [↑](#footnote-ref-12)
13. Reprise des articles 5 et 7 de la Charte des droits et libertés de la personne. [↑](#footnote-ref-13)
14. Toute entreprise qui détient des informations concernant une personne physique doit en aviser le ministère de l’Information qui a pour mandat la protection des données personnelles. Chaque individu peut demander que le Ministère lui transmette le nom des entreprises qui possèdent des données à son sujet. On peut en demander la suppression.

    #### Constitution colombiene chapitre 1 article 15 : All individuals have the right to personal and family privacy and to their good reputation, and the State has to respect them and to make others respect them. Similarly, individuals have the **right to know**, update, and rectify information collected about them in data banks and in the records of public and private entities.

    [↑](#footnote-ref-14)
15. Inspiré de l’article 16 du chapitre 2 de la Constitution finlandaise : « The public authorities shall, as provided in more detail by an Act, guarantee for everyone equal opportunity to receive other educational services in accordance with their ability and special needs, as well as the opportunity to develop themselves without being prevented by economic hardship. » [↑](#footnote-ref-15)
16. Constitution équatorienne article 401

    Ecuador is declared free of transgenic crops and seeds. Exceptionally, only in the interest of the nation as duly substantiated by the President of the Republic and adopted by the National Assembly, can **genetically** modified seeds and crops be introduced into country. The State shall regulate, using stringent standards of biosecurity, the use and development of modern biotechnology and its products, as well as their experimentation, use and marketing. The application of risky or experimental biotechnologies is forbidden. [↑](#footnote-ref-16)
17. Renvoi à la Loi fondamentale de la République d’Allemagne, art 20 (1). [↑](#footnote-ref-17)
18. Loi sur l’exécutif, art 3. [↑](#footnote-ref-18)
19. Renvoi à la loi sur l’Assemblée nationale, art 1. [↑](#footnote-ref-19)
20. Fortement inspiré de la proposition du Mouvement Démocratie Nouvelle. [↑](#footnote-ref-20)
21. Id. [↑](#footnote-ref-21)
22. Inspiré de L’avis du Directeur général des élections, décembre 2007, p. 113-115. [↑](#footnote-ref-22)
23. Inspiration de la Loi fondamentale de la République d’allemagne, art 28. [↑](#footnote-ref-23)
24. Constitution belge, art 6. [↑](#footnote-ref-24)
25. Doctrine de la prépondérance fédérale. [↑](#footnote-ref-25)
26. Inspiration de la Loi constitutionnelle de 1867, art 52 (1). À mettre comme l’article premier ? [↑](#footnote-ref-26)
27. Reprise plus ou moins intégrale des compétences attribuées au Parlement fédéral dans la Loi constitutionnelle de 1867, art 91. [↑](#footnote-ref-27)
28. Inspiration de la Constitution belge, art 35. [↑](#footnote-ref-28)
29. Renvoi à la Loi fondamentale de la République d’Allemagne, art 73 (1) 10). [↑](#footnote-ref-29)
30. Inspiration de la Constitution belge, art 7bis. [↑](#footnote-ref-30)
31. Tirée du Rapport Brundtland, 1987. [↑](#footnote-ref-31)
32. Par exemple : bannir le plastique à usage unique. [↑](#footnote-ref-32)
33. Inspiration de la Constitution citoyenne, art. 53. [↑](#footnote-ref-33)
34. Inspiration de la Constitution citoyenne, art 57. [↑](#footnote-ref-34)
35. TURP, DANIEL, *La Constitution québécoise* p.30 [↑](#footnote-ref-35)
36. Constitution du Costa Rica, art 12. [↑](#footnote-ref-36)
37. Reprise de l’article 1 de la Charte canadienne des droits et libertés. [↑](#footnote-ref-37)
38. Inspiration art 78 de la Constitution citoyenne. [↑](#footnote-ref-38)
39. Idée prise de la Loi fondamentale de la République d’Allemagne, art 146. [↑](#footnote-ref-39)
40. Inspiration de l’article 52 de la Loi constitutionnelle de 1982 et de l’article 52 de la Charte des droits et libertés de la personne. Les conséquences de cette suprématie constitutionnelles sont laissées à l’appréciation de la Cour constitutionnelle. [↑](#footnote-ref-40)
41. Inspiration de l’article 79 de la Constitution citoyenne. [↑](#footnote-ref-41)